



## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>18379</b>	De <b>M. Dominique Potier</b> ( Socialistes et apparentés - Meurthe-et-Moselle )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Europe et affaires étrangères		<b>Ministère attributaire</b> > Europe et affaires étrangères
<b>Rubrique</b> > politique extérieure	<b>Tête d'analyse</b> > Progression alarmante de la faim dans le monde	<b>Analyse</b> > Progression alarmante de la faim dans le monde.
Question publiée au JO le : <b>04/06/2024</b> Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Dominique Potier attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la progression alarmante de la faim dans le monde. En Afrique de l'Ouest et du Centre, si rien n'est fait, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë à un niveau de crise ou pire passera de 38,1 millions à 52 millions entre juin et août 2024. C'est le constat alarmant que dresse le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) dans l'analyse de la sécurité alimentaire du cadre harmonisé (CH) de mars 2024. Ce constat doit être le moteur d'une mobilisation mondiale pour atteindre l'Objectif de développement durable n° 2, qui vise à éradiquer la faim et la malnutrition en garantissant l'accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante pour tous. Du 13 au 15 juin 2024, l'Italie réunira les chefs d'État et de Gouvernement à l'occasion d'un sommet du G7. Ensemble, ces sept pays représentent les trois-quarts de l'aide publique au développement mondiale. Après l'annonce, en février 2024, d'une coupe de 742 millions d'euros dans son budget alloué à la solidarité internationale, il est urgent que la France réaffirme son ambition politique et budgétaire en matière de coopération internationale et de lutte contre la faim et la malnutrition. Il est urgent de faire respecter le droit à l'alimentation dans les conflits armés et les urgences humanitaires, de promouvoir la transformation des systèmes alimentaires et la lutte contre le changement climatique et enfin de réduire les inégalités socio-économiques qui sous-tendent les inégalités dans l'accès à l'alimentation. Il souhaite donc savoir quels engagements seront pris par la France et les autres pays du G7 pour la construction d'une stratégie permettant de garantir effectivement le droit à une alimentation sûre pour tous.